

### *Les crédits*

dans la mesure où ils pourront mesurer leur esprit d'entreprise aux défis de demain.

Je ne peux rester ici et laisser le député insister dans ses remarques sur une série d'initiatives qui représentent pour les députés de ce côté-ci de la Chambre un pas en arrière en ce qui concerne la façon dont nous allons préparer des personnes possédant des qualifications bien déterminées à affronter la prochaine décennie.

Je voudrais terminer ce commentaire en demandant au député quelle excuse il trouve à lire une liste pour donner à entendre que le gouvernement est en train de créer une nouvelle éthique de la formation, alors qu'en réalité le budget des dépenses signale une réduction des crédits de perfectionnement professionnel à l'intention des personnes qui ont le plus besoin de préparation professionnelle, des personnes qui ont le plus de difficulté à se trouver des emplois et que le gouvernement laisse en plan au niveau tant de la formation que de l'information.

**M. Kempling:** Madame la Présidente, je me demande sur quelle planète vit le député. Il ne semble pas vivre au contact des réalités pratiques.

La charge de recycler les travailleurs qui font déjà partie de la population active et de former ceux qui en feront partie au cours des années à venir est un problème qui intéresse à la fois l'État, les syndicats et l'industrie. S'il fallait parcourir les pays industriels avec lesquels nous sommes en concurrence, nous constaterions que l'industrie y dispose d'importantes sommes réservées à la formation des travailleurs. J'entendais récemment à Washington un groupe sectoriel me dire qu'il avait affecté 200 millions au recyclage de ses effectifs afin de rester compétitif à l'échelle mondiale.

Je lisais récemment des résumés concernant les secteurs canadiens suivants: électricité, sidérurgie, construction automobile, textile et produits chimiques. Ces résumés portaient sur les crédits que ces secteurs étaient disposés à affecter à la formation de la main-d'oeuvre et au recyclage professionnel de leur personnel. On parle de millions de dollars. Il s'agit là d'une tâche collective à laquelle les syndicats, l'État et l'industrie devront consacrer leurs réflexions. C'est à quoi ont été affectés les six groupes de travail qui ont été constitués pour se pencher sur les six grands domaines exposés dans mes propos. C'est la façon dont nous allons nous y prendre et les

conditions qui vont être fixées aux différents secteurs de notre industrie.

Nous avons beaucoup à faire. Je ne pense pas que ce sera tâche facile. Il va nous falloir la collaboration et l'appui de tous. Si nous continuons d'anéantir cela à force de critiques et d'hypothèses conjecturales, comme le député vient de le faire, alors nous n'irons pas loin.

Je sais que le ministre et le gouvernement croient dans ce programme. Nous allons le mener à bon terme.

**M. Mifflin:** Madame la Présidente, je voudrais tout d'abord faire une observation pour replacer dans leur contexte certains détails mentionnés par le député de Burlington (M. Kempling). Il a parlé de la politique de développement de l'emploi. Nous avons eu une excellente discussion à ce sujet la semaine dernière. Nous n'éitions pas toujours d'accord mais je pense que nos chiffres n'étaient guère éloignés.

Le député a parlé de la stratégie de développement de l'emploi. En examinant le Budget des dépenses de cette année, je constate que le gouvernement alloue 53 millions de dollars de moins que l'an dernier pour la stratégie de développement de l'emploi, et même 50 millions de moins pour le programme d'intégration professionnelle.

Dans une perspective plus vaste, je ne pense pas qu'il y ait de doute: le système d'éducation au Canada est en train de s'effondrer. En voulant continuer de donner une éducation universitaire à un nombre sans cesse croissant de Canadiens, notre principal problème au cours du dernier quart de siècle a été d'allier qualité et accessibilité.

En fait, j'irai plus loin, car je pense que nous avons un triangle: d'un côté, la qualité, de l'autre, l'accessibilité, au bas du triangle, les ressources financières. Sauf erreur, nous parlons d'une somme de quelque 7 milliards de dollars. Si ces 7 milliards—l'argent nécessaire pour supporter les deux autres côtés du triangle—ne sont pas disponibles, le triangle ne tient plus.

On me dit que l'argent dépensé par étudiant au Canada a diminué considérablement, au point que, comme mon collègue l'a signalé il y a quelques minutes, nous sommes derrière 14 autres pays membres de l'OCDE. Depuis une dizaine d'années, les subventions d'exploitation aux universités canadiennes ont augmenté de moins